

Saisine relative au projet « ARCHIPEL^{NG} »

Annexe 1 : synthèse des recommandations

Thèmes	Constats et risques identifiés	Recommandations
1.1 Le dossier de consultation reste à finaliser : en termes de présentation du tableau des exigences de la solution	<p>Le tableau de liens entre les exigences ArchiPé^{NG} et VITAM, s'il précise fortement les attendus, manque encore de lisibilité pour les candidats.</p> <p>Les terminologies utilisées dans les différentes pièces du dossier de consultation sont sources de confusion. Notamment, dans le contexte du programme VITAM, les terminologies « front-office » et « back-office » désignent respectivement le système d'information archivistique (SIA), propre à chaque administration, et le système d'archivage électronique (SAE), brique commune développée par VITAM.</p> <p>Dans le contexte propre au projet ArchiPé^{NG}, l'utilisation fréquente de la même terminologie « front-office » / « back-office », en particulier, dans la colonne « <i>fonctionnement pour l'électronique</i> » du tableau de liens ArchiPé^{NG} – VITAM, ne permet pas de comprendre, au premier abord, qu'un même « front-office » sera utilisé pour piloter un « back-office » de la filière d'archivage physique et un « back-office » de la filière d'archivage électronique.</p> <p><u>Sources :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 20170705_ARCHIPEL_NP_DPST_lien-vitam_archipel_V2.7.xlsx - 20170630_SGA-DESIAG_CCTP-Accord-cadre_ArchiPel_V2.pdf <p>Par ailleurs, le tableau de liens ArchiPé^{NG} – VITAM, s'il renforce la compréhension du fonctionnement hybride physique-électronique de la solution ArchiPé^{NG}, ne présente pas</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Clarifier la terminologie des différentes briques de la solution, en distinguant nettement le « front-office », commun aux filières physiques et électroniques, d'une part et les « back-offices » de gestion des archives physiques et électroniques (VITAM) d'autre part, mais aussi le « progiciel » attendu du prestataire dans l'ensemble des pièces du dossier. • Améliorer la lisibilité pour le prestataire du tableau de liens ArchiPé^{NG} – VITAM en explicitant les concepts manipulés et le rôle du prestataire : <ul style="list-style-type: none"> • Préciser notamment les intitulés des différentes colonnes. • Sans présager des échanges en phase de consultation, présenter plus clairement par fonctionnalité les attendus en termes de prestations (par exemple : fourniture, intégration, paramétrage et développements complémentaires d'une solution progicielle, intégration de la solution VITAM, développements spécifiques...).

	<p>clairement les domaines d'intervention du prestataire</p> <p><i>Source : Colonne V - Onglet Matrice EF 20170705_ARCHIPEL_NP_DPST_lien-vitam_archipel_V2.7.xlsx</i></p>	
<p>1.2. Le dossier de consultation reste à finaliser : en termes de présentation de l'architecture générale de la solution</p>	<p>Le schéma d'architecture général de la solution manque de clarté pour le prestataire et n'est pas aligné avec le schéma fonctionnel du CCTP.</p> <p>A l'instar du tableau de liens entre les exigences ArchiPé^{ING} et VITAM, la terminologie « front-office » / « back-office » ne suit pas la logique d'architecture de la solution ArchiPé^{ING} (un « front-office » commun à deux « back-offices » physique et électronique). Par ailleurs, les terminologies utilisées dans le schéma pour les domaines fonctionnels ne sont pas toujours identiques à celles utilisées dans le schéma fonctionnel du CCTP (absence du domaine « recherche » par exemple) et les domaines d'intervention du prestataire n'apparaissent pas.</p> <p><i>Sources :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 20170705_ARCHIPEL_Architecture_Generale_intraCED.png - 20170705_ARCHIPEL_Architecture_Generale_intraDEF.png - 20170630_SGA-DESIAG_CCTP-Accord-cadre_ArchiPe^l_V2.pdf – Page 28 § 7.3 	<p>• Clarifier le schéma d'architecture générale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aligner le schéma d'architecture générale par rapport au schéma fonctionnel du CCTP, en ajustant la terminologie et en y intégrant les briques principales par domaine (<u>exemple</u> : recherche). • Indiquer les domaines d'intervention du prestataire dans le schéma d'architecture générale, en lien avec le tableau de liens ArchiPé^{ING} – VITAM.
<p>1.3. Le dossier de consultation reste à finaliser : en termes d'organisation</p>	<p>La stratégie de consultation dans le cadre de la procédure concurrentielle négociée n'est pas encore structurée en termes de phasage et thématiques de négociations.</p> <p>En particulier, il n'a pas été mis en place de réflexion avec les achats du ministère des Armées (MINARM) pour sécuriser l'engagement du prestataire tout en conservant une certaine flexibilité en termes de</p>	<p>• Définir la stratégie de consultation, et notamment les points structurants de négociation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparer la stratégie de consultation avec un phasage et des thématiques de négociation avec le prestataire (couverture fonctionnelle, architecture, trajectoire, prix...) • En particulier, prévoir une revue de la couverture prévisionnelle des exigences fonctionnelles d'ArchiPé^{ING} par la solution éditeur

	périmètre et de planning.	<p>au début de la phase de consultation, afin d'estimer au plus près la charge et la complexité des travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les participants métiers, SI et achats (MINARM et VITAM) à la consultation et leurs contributions attendues tout au long de la PCN • Identifier les axes de sécurisation de l'engagement et des responsabilités du prestataire.
<p>2.1. L'organisation projet, bien que renforcée, manque de clarté : répartition des rôles</p>	<p>Il n'a pas été joint dans le dossier transmis de RACI, ce document devant être réalisé avec le prestataire. En l'absence de RACI préparatoire à la phase de consultation, la répartition des rôles entre les différents acteurs du projet (DPMA, SHD, DP VITAM, DIRISI, prestataire(s)...) n'est pas explicite, tant en phase projet qu'en phase exploitation, ce qui pourrait, notamment, complexifier une première compréhension sur les attendus, à la fois pour les prestataires et les entités partenaires.</p> <p>A titre d'illustration, la description dans le CCTP des responsabilités de l'exploitation pour l'instance IntraDEF entre le prestataire et la DIRISI n'est pas claire en l'état.</p> <p><i>Source : 20170630_SGA-DESIAG_CCTP-Accord-cadre_ArchiPel_V2.pdf – Page 95 § 14.3.2.1</i></p> <p>De même, les responsabilités respectives du prestataire, de l'architecte technique et du responsable infrastructure dans la définition des architectures cibles (fonctionnelle, applicative, technique) n'est pas explicite.</p> <p>Il est attendu dans le CCTP du prestataire qu'il définisse l'architecture applicative et technique du progiciel. L'architecte</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Préciser l'organisation de l'équipe, la coordination entre les entités et la répartition des rôles (dans un RACI projet) en amont de la consultation, tant d'un point de vue archivistique que technique (fluidité). • Identifier clairement les périmètres de responsabilité des prestataires.

	<p>technique contribue à l'élaboration de l'architecture technique.</p> <p><u>Sources :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 20170630_SGA-DESIAG_CCTP-Accord-cadre_ArchiPel_V2.pdf – Page 17 § 5.3.1.3 • 20170705_ARCHIPEL_PMP V15 	
<p>2.2 L'organisation projet, bien que renforcée, manque de clarté : sécurisation des ressources projets</p>	<p>Des postes clés (notamment architecte technique) de l'équipe projet ne sont aujourd'hui pas pourvus : architecte technique, responsable infrastructures, pilote reprise des données.</p> <p>L'absence de ces ressources est un risque fort et leur présence à temps plein est impérative dès la phase de consultation (ex. architecte pour validation des propositions d'architecture).</p> <p><u>Source :</u> 20170705_ARCHIPEL_PMP V15 – Pages 20-24 § 6.3</p> <p>De fait, la capacité à faire des acteurs au cours de la phase projet est à sécuriser.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les ressources stratégiques manquantes (<u>exemple</u> : architecte technique) et les solutions palliatives. • Assurer le recrutement d'un architecte technique interne au projet pour ne pas dépendre de l'architecte du prestataire et porter une vision d'architecture cohérente pour l'ensemble de la solution ArchiPÉING dès la phase de consultation. • Sécuriser les modalités de recours à des marchés support. Ces solutions doivent être temporaires afin de s'assurer de la maîtrise par le MINARM de la solution. • Assurer un suivi des ressources projets et partenaires allouées, leurs disponibilités et leurs compétences. • Assurer la maîtrise technique des solutions en faisant monter en compétence les équipes SI et fonctionnelles, sur les briques techniques utilisées, en particulier sur le socle VITAM. • Au-delà du socle logiciel VITAM, étudier les opportunités de mutualisation (conception, réalisation, hébergement, maintenance...) de certaines briques avec les autres acteurs du programme VITAM.
<p>3. La capacité des services producteurs à verser des archives numériques n'est pas assurée</p>	<p>A compter de 2019, les services producteurs du ministère verseront des archives numériques sur la plate-forme.</p> <p>A cet égard, la mise en œuvre d'une plate-forme d'archivage numérique au ministère des Armées et du téléservice transitoire de versement (TSV), mentionné dans le CCTP, dans la fiche de présentation et dans le planning, ne sauraient suffire à eux seuls à garantir la</p>	<p>Une dynamique conjointe archivistique et informatique doit être créée au sein des services versants pour anticiper la mise en œuvre des versements d'archives numériques et permettre la montée en charge et la rentabilité de la future plate-forme.</p> <p>Pour ce faire, il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les échanges entre le SHD et les MOA informatiques des services producteurs de sorte à s'assurer de leur capacité à verser

	<p>réussite du projet ArchiPéL^{NG} tant que l'identification des applications et données présentes et à venir ainsi que les modalités de versement n'ont pas été sécurisés.</p> <p>De fait, il est précisé dans le CCTP que si le « téléservice de versement des archives électroniques, développement spécifique, sera en production fin 2017 », « la volumétrie est encore inconnue à ce jour », tandis aucune application n'a été clairement identifiée pour le TSV.</p> <p><u>Sources :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 20170630_SGA-DESIAG_CCTP-Accord-cadre_ArchiPel_V2.pdf – Page 101 § 14.4.3.1 20170706_DINSIC-Art3 – Fiche-présentation-ARCHIPELNG .pdf 20170705_ARCHIPEL_Calendrier_Global .pdf 	<p>de manière effective leurs archives numériques</p> <ul style="list-style-type: none"> Accompagner les métiers et les MOA SI des services producteurs dans l'organisation des projets d'interfaçage des applications versantes Cartographier les principales applications métiers qui verseront directement dans ArchiPéL^{NG} en cible. Sélectionner deux à trois de ces applications comme pilotes (ou POC) pour l'interfaçage avec ArchiPéL^{NG} <p>Pour mener à bien ces actions, le MINARM pourra s'inspirer des travaux menés par la DP VITAM, les Archives nationales et le SIAF dans le cadre de l'enquête sur les versements archivistiques numériques définitifs et les pratiques en matière d'archivage électronique.</p>
<p>4. L'architecture applicative mériterait d'être plus ouverte</p>	<p>Même si elle est conforme aux contraintes d'architecture du ministère, en l'état, l'architecture n'assure pas au SHD la capacité d'ouvrir, à terme, ses données au-delà de la simple diffusion sur le site internet.</p> <p>Ce manque pourrait empêcher le développement futur de nouveaux usages et rendrait les modifications coûteuses si un besoin venait à survenir.</p> <p><u>Sources :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 20170630_SGA-DESIAG_CCTP-Accord-cadre_ArchiPel_V2.pdf – Page 12-13 §4 20170705_ARCHIPEL_DINSIC_Art3_Reponses – Page 6 § vi 	<ul style="list-style-type: none"> Compléter les travaux d'architecture applicative engagés en y recherchant les opportunités d'ouverture, au travers d'API publiques, en particulier pour la consultation et la recherche, et conformément à la stratégie d'Etat Plateforme.
<p>5. Le planning est particulièrement ambitieux et le chemin critique non identifié</p>	<p>La trajectoire planning présentée, porteuse de valeurs, est ambitieuse, notamment sur les premières phases de réalisation (1 an pour le 1^{er} palier) et pour les phases pilote</p> <p>La phase pilote sur les sites de Cherbourg et Rochefort est planifiée entre juin et juillet 2019, soit une durée comprise entre un et deux</p>	<ul style="list-style-type: none"> Identifier explicitement les points d'adhérence planning entre les différents chantiers (applicatifs, infrastructures, préparation des versements, conduite du changement...) Compléter le planning projet en y faisant notamment apparaître les tâches de mise en cohérence avec

	<p>mois.</p> <p style="text-align: right;"><i>Source :</i> 20170705_ARCHIPEL_Calendrier_Global.pdf</p> <p>Il convient de s'interroger sur la représentativité dans la durée de ces pilotes et des retours attendus au regard des cycles et processus métiers archivistiques. Certains dysfonctionnement d'ArchiPéling passeraient alors inaperçu lors de la phase pilote.</p>	<p>VITAM, les phases de recette, VA et VSR, la mise en œuvre des infrastructures, les tâches d'intégration continue. Ce premier niveau de planning pourra être repris en phase de consultation puis en phase de démarrage.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Allonger la durée des pilotes et en définir les objectifs pour permettre de tester la majeure partie des types d'archives.
<p>6. L'enveloppe budgétaire n'a pas été réévaluée en profondeur</p>	<p>Le nouveau budget a été estimé à enveloppe constante par rapport à la dernière saisine : la suppression du poste « personnalisation VITAM », évalué à 700 k€, a été reporté sur d'autres postes, notamment en provision pour risque (450 k€).</p> <p>En conséquence, certains postes de dépenses semblent surestimés. Par exemple, le coût total des formations des primo-formateurs, des personnels pour l'administration fonctionnelle et des équipes de l'opérateur ministériel s'élève à 500k€ pour 9 personnes primo formées en moyenne par centre (soit 90 personnes et 5,5 k€ par personne formée).</p> <p style="text-align: right;"><i>Sources :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 20170630_SGA-DESIAG_CCTP-Accord-cadre_ArchiPel_V2.pdf – Page 95 § 14.3.2.1 - 20170705_ARCHIPEL_Mareva2_Rentabilité.xls <p>De plus, le coût des infrastructures (et les ETP associés) n'est toujours pas pris en compte, ce qui ne permet d'avoir une vision du coût complet du projet.</p> <p style="text-align: right;"><i>Source :</i> 20170705_ARCHIPEL_Mareva2_Rentabilité.xls</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Affiner l'enveloppe budgétaire pour permettre un suivi des coûts tout au long du projet, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Sur le volet des provisions pour risques et des coûts de formations • Sur le volet infrastructures, à l'instar de ce qui a été réalisé pour les estimations financières des projets ADAMANT-VITAM du MC et SAPHIR-VITAM du MEAE • Piloter les coûts mais aussi les gains et actualiser périodiquement (a minima annuellement et à chaque jalon majeur) les analyses MAREVA.